DOCUMENT D'ORIENTATION STRATEGIQUE DU CA DU RESEAU "SORTIR DU NUCLÉAIRE"

PREAMBULE

Nous toutes et tous, membres du Réseau "Sortir du nucléaire" engagé-e-s par la Charte, avons comme objectif la sortie urgente du nucléaire aussi bien à des fins civiles que militaires.

Le projet de loi sur la « transition énergétique et la croissance verte » qui a été débattu et voté à l'Assemblée nationale en octobre 2014 avant de passer devant le Sénat en 2015 est incohérent et économiquement irréaliste. Il s'appuie sur une prévision d'augmentation de la consommation d'électricité de 4 à 5% par an alors que celle-ci stagne depuis plusieurs années. Cette loi entrave la mise en œuvre d'une véritable transition énergétique, en ne dessinant aucune perspective de réduction effective de la part du nucléaire, sans même parler d'une sortie. Elle est faite sur mesure pour permettre à EDF de prolonger le fonctionnement des réacteurs nucléaires à 40 ans voire plus, et d'envisager parallèlement de nouveaux projets. La fermeture promise des réacteurs de Fessenheim n'est pas du tout garantie en 2016. Le feu vert donné au projet Cigéo sur l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure dans la Meuse est une erreur politique et condamne des générations à une contamination radioactive certaine à long terme.

Les salons Nukléa et Ultrapropre à Grenoble et celui du Bourget (WNE) d'octobre 2014, l'organisation de la Conférence Climatique internationale COP 21 prévue à Paris pour décembre 2015, sont autant de vitrines médiatiques pour le nucléaire qui révèlent l'inertie de tous les décideurs de la planète. Nous le savons, la catastrophe nucléaire, c'est aujourd'hui qu'elle se prépare en France.

Une condition indispensable pour créer un rapport de force : être unis

« Diviser, c'est régner ». En ces temps stratégiquement décisifs, toutes les composantes du mouvement anti nucléaire doivent travailler en bonne intelligence pour être efficaces. C'est l'enjeu du travail de médiation et celui du pré-Congrès qui doivent permettre de nous réconcilier autour de notre objectif commun : la sortie urgente du nucléaire.

Le Congrès du Réseau "Sortir du nucléaire" proposé à l'Assemblée Générale du Réseau fin janvier 2015 et qui se tiendrait d'ici fin 2015 s'il est validé par l'AG, doit nous permettre de rassembler toutes les forces convergentes, de prendre le temps d'améliorer l'organisation du Réseau et de construire une action plus efficiente encore pour mieux lutter ensemble contre le nucléaire.

Une stratégie qui doit anticiper sur 3 années, jusqu'aux prochaines élections présidentielles

Tout en s'appuyant sur les événements d'actualité : le Salon du Bourget en octobre 2014, le débat parlementaire sur la transition énergétique qui sera conclu au printemps 2015, le calendrier des autorisations de prolongation des centrales par l'ASN (de 2015 à 2018), les transports des déchets radioactifs, la prochaine conférence internationale l'ONU d'examen du Traité de Non Prolifération Nucléaire en mai 2015, la Conférence Climatique internationale COP 21 à Paris fin 2015, etc… Notre stratégie doit préparer le terrain pour mettre la question du nucléaire au cœur des débats de société et des prochaines échéances électorales (départementales en mars 2015, régionales fin 2015, présidentielles en mai 2017…). C'est sur ce bref état des lieux du nucléaire en France et dans le monde présenté ci-dessous que sont basés les 4 axes d'orientation stratégiques présentés en deuxième partie de ce document et soumis à discussion de l'AG.

ETAT DES LIEUX DU NUCLEAIRE
En 2014, où en est le nucléaire en France et dans le monde ?

À l'international, une industrie en déclin

En octobre 2014, le Bourget accueillait le World Nuclear Exhibition, première grand-messe internationale de l'énergie nucléaire. Derrière cette vitrine clinquante, l'avenir de l'industrie atomique n'est pas flamboyant. L'Agence Internationale de l'Énergie a beau tabler sur une progression de 60% de la puissance installée d'ici 2040, ces projections masquent les difficultés de la filière : délais interminables pour la majorité des chantiers, projets annulés faute de financement, vieux réacteurs arrêtés pour éviter de coûteux travaux… Mycle Schneider, expert indépendant, rappelle que la part du nucléaire dans la production d'énergie primaire mondiale ne cesse de baisser (4,4% en 2013 contre 4,5 en 2012), ainsi que le nombre de réacteurs en fonctionnement (388 en juillet 2014, soit 50 de moins qu'en 2002).

À l'inverse, les énergies renouvelables continuent leur progression. En 10 ans, alors que la puissance nucléaire installée reculait de 32 GWe, celle du solaire et de l'éolien augmentait de 403 GWe. En 2013, les investissements dans l'éolien ont été 5 fois supérieurs à ceux dans le nucléaire. En 2014, l'Espagne a rejoint le club des pays dotés de centrales où les renouvelables produisent désormais plus que le nucléaire, qui comprend déjà l'Allemagne, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Japon.

L'industrie nucléaire française n'est pas épargnée par cette déconfiture internationale. En situation financière catastrophique, Areva traîne également le boulet des chantiers calamiteux des EPR d'Olkiluoto et Flamanville. Quant à EDF, il n'a pu arracher l'approbation pour le délirant projet d'EPR à Hinkley Point, en Grande-Bretagne, que grâce à un travail de lobbying acharné auprès des autorités britanniques et de la Commission Européenne. EDF pourra ainsi bénéficier pendant 35 ans d'un prix garanti élevé produit pour l'électricité de l'EPR, aux frais des contribuables britanniques ! Mais cette distorsion aussi grossière que choquante des règles européennes de la concurrence, pourrait être remise en question par la plainte déposée par l'Autriche.

Lobbying et mauvaise foi, telles sont les grosses ficelles auxquelles se raccroche cette technologie promise au déclin. On peut malheureusement s'attendre, à l'approche de la prochaine grande conférence mondiale sur le climat, que l'industrie nucléaire mondiale ne se surpasse en plaidoiries mensongères pour présenter l'atome comme une solution miracle aux dérèglements climatiques.

En France, aucune remise en question du nucléaire à l'ordre du jour

Malgré ses difficultés à l'international, en France, l'industrie nucléaire peut toujours compter sur de puissants soutiens, les changements de gouvernement n'y apportant guère de modification de tonalité. Ségolène Royal, qui plaidait en 2011 pour une sortie du nucléaire, joint sa voix aux Valls et Montebourg pour chanter les louanges d'un nucléaire « énergie d'avenir ».

Pas question de remettre en cause le « fleuron » de l'industrie française ! La loi de transition énergétique, adoptée par l'Assemblée Nationale en première lecture en octobre et qui sera examinée en février 2015 par le Sénat, en fournit une excellente démonstration. Aucune mesure n'est proposée pour concrétiser la réduction de la part du nucléaire. En l'absence de calendrier de fermeture, de possibilité pour l'exécutif de décider de la fermeture d'une centrale et de limitation de la durée de fonctionnement des réacteurs (la loi se borne à alourdir la procédure pour la prolongation au-delà de 40 ans), deux options se dessinent. Soit le gouvernement navigue à vue, empêtré dans des promesses qu'il ne souhaite pas vraiment réaliser ; soit il table sur une diminution purement mécanique de la part du nucléaire du fait de la montée en puissance des autres sources d'énergie, une option aussi irréaliste que dangereuse !

L'arrêt de Fessenheim, promis pour 2016, ne tiendrait plus qu'au plafonnement de la puissance nucléaire, qui nécessiterait un troc inacceptable entre la mise en service de l'EPR de Flamanville – constamment repoussée - contre la fermeture de réacteurs plus anciens. Et dans ce marché de dupes, la fermeture de la doyenne des centrales pourrait elle-même être troquée contre celle de deux autres réacteurs, au bon vouloir d'EDF…

Prolongation des réacteurs : la fuite en avant d'EDF

Le fiasco de l'EPR se confirmant et la « 4ème génération » n'étant pas pour demain (malgré la progression lente mais sûre du projet Astrid), EDF ne peut plus tabler sur le renouvellement du parc nucléaire et fait le pari de la prolongation des réacteurs existants, dont la durée de fonctionnement était initialement évaluée à 30 ans. L'opérateur souhaite les faire fonctionner jusqu'à 50, voire 60 ans (ignorant même les mises en garde de l'Autorité de sûreté nucléaire qui, sceptique sur une prolongation au-delà de 40 ans, doit donner en 2015 un avis de principe). Cette prolongation passerait par un programme démentiel de grands travaux sur l'ensemble du parc, dénommé « Grand carénage », dont les coûts pourraient attendre 250 milliards d'euros (selon Greenpeace, EDF évaluant ces travaux à 55 milliards). Autant de milliards gaspillés, et perdus pour la transition énergétique…

Si colossaux qu'ils soient, ces travaux de rafistolage ne permettront pourtant pas de faire face à l'inéluctable processus de vieillissement des installations. Par ailleurs, débordée par ses simples travaux de maintenance, confrontée à une vague massive de départs en retraite sans transmission des connaissances, comment EDF compte-t-elle mener à bien ces opérations d'envergure ? Les travailleurs du nucléaire eux-mêmes s'en inquiètent ! Ce « grand carnage » pourrait être aussi ravageur pour la sûreté que pour eux, notamment pour les sous-traitants.

Enfouissement des déchets : le compte à rebours a commencé

Commencé en mai 2013, le pseudo « débat public » sur Cigéo, le projet de centre d'enfouissement en profondeur des déchets les plus radioactifs, s'est achevé début 2014. Le boycott actif par la quasi-totalité des opposants, qui dénonçaient une procédure vide de sens destinée à faire accepter un projet imposé, a conduit la CPDP à se replier sur un débat sur le web et sur l'organisation d'une conférence de citoyens « naïfs ». Ce déraillement de la procédure prévue, ainsi que les nombreux cahiers d'acteurs déposés par celles et ceux qui avaient souhaité participer au débat, a permis de mettre en lumière les zones d'ombres du projet : risques, flou total sur le financement, potentiel géothermique occulté sous le site qui aurait dû interdire l'enfouissement… Pour se tirer de ce fiasco, l'Andra a proposé la mise en place d'une « phase pilote » revenant à imposer le projet par petits bouts.

Cette « phase pilote » ne change pas grand-chose au calendrier de l'Andra, l'arrivée des colis radioactifs étant toujours prévue pour 2025. Par ailleurs, si la mobilisation associative a permis d'éviter que la création de Cigéo ne se faufile dans la « loi de transition énergétique pour une croissance verte », cette dernière doit transposer la directive n° 2011/70/Euratom du 19 juillet 2011, qui autoriserait le stockage définitif de déchets provenant d'autres États-membres. Et à l'heure où nous rédigeons, CIGEO refait surface dans le projet de loi Macron. Glisser ce projet dans des lois généralistes, un subterfuge pour éviter la tenue d'un débat parlementaire spécifique sur la réversibilité de l'enfouissement, comme le prévoyait la loi de 2006 sur la gestion des déchets ?

Une hypocrite « modernisation » de l'armement nucléaire

Alors qu'une nouvelle conférence du Traité de Non-Prolifération se tiendra en 2015, la France freine toujours le processus de désarmement mondial. Pire : elle a renforcé en 2014 sa collaboration avec le Royaume-Uni dans le cadre du traité Teutates, pour une « modernisation » commune de leur armement nucléaire. De nouvelles installations vont être mises en service à Valduc (Côte-d'Or) et Aldermaston (Royaume-Uni), pour le développement de nouvelles têtes nucléaires. Cette collaboration franco-britannique s'étend aussi au laser Mégajoule, sensé avoir effectué son premier tir le 2 décembre.

De nombreuses occasions d'agir en 2015

L'année 2015 sera marquée par de nombreuses échéances : vote de la loi de transition énergétique, examen du Traité de Non-Prolifération, publication de l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire sur la prolongation du fonctionnement des centrales vieillissantes…Si Cigéo est retiré de la loi Macron, 2015 pourrait aussi voir le dépôt de la demande d'autorisation de création du projet.

Enfin, la tenue en novembre-décembre au Bourget de la COP21, prochaine grande conférence mondiale sur le climat, va probablement être utilisée par l'industrie nucléaire française pour vanter ses technologies « décarbonées », donnant lieu à un spectaculaire déploiement de greenwashing et de mauvaise foi. Autant de fronts où il sera nécessaire d'agir pour le mouvement antinucléaire.

4 AXES D'ORIENTATION POUR LE RESEAU ET SES MEMBRES

Coordonner le local et le national autour de ces 4 axes

Notre Réseau se dote de quatre axes présentés ci-dessous issus de décisions validées à plusieurs de ses Assemblées Générales et notamment de la priorisation des motions et campagnes lors de l'AG 2014. Ces 4 grands axes d'orientation politique et stratégique permettront de conduire notre lutte localement et globalement dans une période de 3 ans et seront déclinés en objectifs et plan d'actions concrets avec les étapes pour y parvenir, ceci à tous les niveaux du local à l'international via des coordinations régionales voire interrégionales.

1er AXE : PROBLEMES SUR TOUTE LA FILIERE DE LA MINE AUX DECHETS
Objectif : mettre en avant les problématiques de la gestion des déchets et des matières radioactives

Cet axe est la poursuite de la campagne *De la mine aux déchets, tous concernés* qui pose tous les problèmes et dangers de chaque étape de la filière électronucléaire sans oublier le volet militaire : mines d'uranium au Niger et ailleurs ; transports incessants de matières radioactives ; fabrication du combustible et du MOX pour les réacteurs ; gestion des déchets dans les centrales, à La Hague et à Soulaines ; le mégaprojet ITER sur la fusion à Cadarache pour 16 milliards d'euros ! Cette campagne se poursuit avec un focus particulier sur les transports de matières radioactives (cf document « Mise en œuvre des campagnes prioritaires »).

La lutte menée à Bure par les habitants et citoyens engagés localement doit s'élargir à tout le pays dans les actions de Bure 365 contre le nucléaire et son monde. Le Réseau poursuivra ses initiatives sur toute la filière électronucléaire de l'extraction de l'uranium jusqu'à la « non-gestion » des déchets radioactifs avec notamment ses actions en justice contre EDF concernant le chantier de Superphénix, l'alerte sur les projets du CEA qui veut avancer sur le surgénérateur ASTRID à Marcoule...

2ème AXE : STOP AU RAFISTOLAGE DES VIEUX REACTEURS ET NON A CEUX DE 3ème ou 4ème GENERATION
Objectif : problématiser l'évolution du parc nucléaire : vieillissement, prolongation, gaspillage financier, visites décennales…

La prolongation par EDF et le gouvernement de la période de production d'électricité par des réacteurs vieillissants et donc plus dangereux jusqu'à 40, 50 voire 60 ans, est une aberration politique et économique en engloutissant quelques 250 milliards d'euros dans un rafistolage, somme qui doit être investie dans la transition

énergétique. Elle pose également la question de l'emploi des travailleurs du nucléaire, et des risques qu'ils courent chaque jour pour leur santé. Le statu quo n'est pas possible. Nous devons :

- décrédibiliser la gestion d'EDF et mettre en lumière les problèmes spécifiques aux réacteurs vieillissants et dévoiler des scandales pour obtenir la fermeture immédiate de tous les réacteurs de plus de 30 ans,
- dénoncer la construction par EDF/AREVA des qui sont tout aussi dangereux que les réacteurs déjà existants, et ce en France comme à l'international,
- faire savoir que l'électricité produite par les réacteurs EPR, mais aussi par celle de nos réacteurs vieillissants une fois rafistolés lors de trompeurs « grands carénages » sera plus de deux fois plus chère que celle de l'éolien et bientôt du photovoltaïque.

Une campagne d'interpellation des députés, sous la forme d'une lettre ouverte « Nucléaire 30 ans d'âge : stop au rafistolage ! » lancée dès avril 2014, s'est poursuivie lors de l'été par un courrier-action envoyé à 40 000 sympathisants et la remise d'une pétition à des parlementaires signée par plus de 35 000 personnes à la rentrée. Cette campagne s'est poursuivie le 15 novembre lors d'une journée nationale d'actions « Occupe ton rond point » et à travers de nouvelles interpellations d'élus.

3ème AXE : NON AU NUCLEAIRE MILITAIRE ET CIVIL
Objectif : souligner l'interrelation entre nucléaire civil et nucléaire militaire

Le nucléaire se vend comme une technologie propre et la même propagande développée au Japon d'un atome utilisé à des fins pacifiques, a été distillée dans l'opinion publique française. En plus du problème des pollutions qu'il génère, le nucléaire civil, conséquence historique du développement des armes atomiques, est désormais le paravent derrière lequel s'abrite le nucléaire militaire, qui continue ainsi de produire du plutonium sous prétexte de son utilisation dans le combustible MOX.

Des échéances à venir nous donnent une fenêtre médiatique pour alerter et informer sur ces questions : les mises en service du Laser Mégajoule (Le Barp) et de l'installation franco-britannique EPURE (Valduc) prévues fin 2014 (études sur des tirs froids sans matières fissiles mais avec des métaux lourds ou des matières radioactives comme l'uranium appauvri, voire sur des explosions "sous-critiques" avec une petite quantité de matières fissiles, UHE ou Pu 239.. pollutions, rejets, déchets, transports de ces matières & des résidus d'expériences entre la France & la Grande-Bretagne = secret défense). La prochaine conférence d'examen du Traité de Non-Prolifération Nucléaire en mai 2015 à l'ONU sera aussi une échéance pour nos futures actions. Le Réseau a confirmé par ailleurs son adhésion à la Coalition Internationale pour l'Abolition des Armes à uranium appauvri.

4ème AXE : LA LUTTE ANTINUCLEAIRE CONVERGENTE AVEC LES AUTRES LUTTES
Objectif : refaire de la lutte contre le nucléaire un enjeu majeur partout !

Remettre le nucléaire en cause, c'est remettre en cause un système dans son ensemble. D'abord un système de pensée. Nous sommes engagés aux côtés d'autres organisations dans une lutte non-violente contre le nucléaire et son monde. Notre combat ne peut se faire seul. Il fait partie d'une revendication plus globale pour une véritable transition écologique et énergétique, au sein du mouvement citoyen contre les grands projets inutiles et nuisibles (aéroport de Notre Dame des Landes, ferme de 1000 vaches en Picardie, barrage de Sivens, permis miniers de gaz et huiles de schiste, etc..).

Avec d'autres partenaires, nous poursuivons la mobilisation commune, par exemple contre le salon WNE au Bourget, le travail en commun avec d'autres associations et collectifs nécessaire pour que le nucléaire ne soit pas considéré comme une solution au changement climatique, notamment via les villages des alternatives initiés par Alternatiba autour de l'appel *Changeons le système pas le climat* !

QUELLES PERSPECTIVES ?

Afin de se donner les moyens d'obtenir des résultats concrets, ce qui nécessite du temps (de la décision en AG à la mise en œuvre concrète il y a un temps d'élaboration et de concrétisation à prendre en compte), ces 4 axes d'orientation politique et stratégique du Réseau seront développés sur une période de 3 ans. Une évaluation par axe d'orientation sera faite au bout de cette période en fonction des résultats atteints et du contexte politique.

Notre combat non-violent est important pour l'avenir de l'humanité soumise aux rejets radioactifs sur toute la planète en particulier avec l'accident de Fukushima au Japon, ceux de Three Miles Island aux USA et de Tchernobyl en Ukraine ou sur les lieux de fabrication de l'armement nucléaire.
Nous devons sortir de cette impasse énergétique infernale qui met en jeu l'existence même de l'espèce humaine sur cette Terre. Notre combativité sera à la hauteur de cet enjeu.